



# Commission des droits

de la personne et  
des droits de la jeunesse

\*

## ÉTUDE DES CRÉDITS

2026-2027

### COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

#### Renseignements généraux

**AVRIL 2026**

360, rue Saint-Jacques, 2e étage  
Montréal (Québec) H2Y 1P5  
Accès pour personnes à mobilité réduite:  
361, rue Notre-Dame Ouest

T / 514 873.5146 | 1 800 361.6477  
F / 514 873.6032 | 1 888 999.8201  
[cdpdj.qc.ca](http://cdpdj.qc.ca)  
[information@cdpdj.qc.ca](mailto:information@cdpdj.qc.ca)



En concordance avec notre plan d'action de développement durable, nous privilégions la réception de documents en version électronique.



## **Document préparé en avril 2026**

### **Coordination**

Josée Morin

Directrice du secrétariat général et secrétaire générale adjointe

### **Soutien professionnel**

Valérie Féquière

Analyste de la gestion et des procédés administratifs

### **Soutien technique**

Sara Mohamed Ahmed

Technicienne principale en administration



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

## COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

### TABLE DES MATIÈRES

#### 1 - Demande de renseignements généraux

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.01	<p>LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2025-2026 :</p> <p>A) LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR ;</p> <p>B) LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION ;</p> <p>C) LES PERSONNES RENCONTRÉES ;</p> <p>D) LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.) ;</p> <p>E) LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION ;</p> <p>F) POUR LES ORGANISMES, LE NOM DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ;</p> <p>G) LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, ET, LE CAS ÉCHÉANT :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• LES DÉTAILS DE CES ENTENTES ;</li><li>• LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR ;</li></ul> <p>H) LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ.</p>	17
G.02	<p>LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.), SÉPARÉMENT :</p> <p>PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :</p> <p>A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT ;</p> <p>B) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ;</p> <p>C) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p>D) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT ;</p> <p>PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</p> <p>E) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT ;</p> <p>F) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ;</p> <p>G) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p>H) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT ;</p> <p>PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :</p> <p>I) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT ;</p> <p>J) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ ;</p> <p>K) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) ;</p> <p>L) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC. ;</p> <p>M) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ;</p> <p>N) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p>O) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.</p>	18

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.03	<p>LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION, EN INCLUANT ET EN INDIQUANT CELLES DU CABINET MINISTÉRIEL :</p> <p>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</p> <p>A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT ;</p> <p>B) LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ;</p> <p>C) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.</p> <p>DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :</p> <p>D) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027 ;</p> <p>E) LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS ;</p> <p>F) LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) ;</p> <p>G) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU ;</p> <p>H) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ;</p> <p>I) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.</p>	19
G.04	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2025-2026, EN INDIQUANT :</p> <p>A) LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C) LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);</p> <p>D) LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E) LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;</p> <p>F) L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>G) DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p> <p>LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.</p>	20
G.05	<p>POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE, INFONUAGIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :</p> <p>A) LE NOM DU PROJET ;</p> <p>B) LA NATURE DU PROJET ;</p> <p>C) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU) ;</p> <p>D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET ;</p> <p>E) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET ;</p> <p>F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE ;</p> <p>G) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET ;</p> <p>H) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES ;</p> <p>I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR ;</p> <p>J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET ;</p> <p>K) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :</p> <p>- LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.</p> <p>L) INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.</p> <p>M) LE NOMBRE ET LA LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2025-2026.</p>	27
G.06	<p>CONCERNANT L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES EN INFONUAGIQUE, FOURNIR :</p> <p>A) LES COÛTS ESTIMÉS PAR ANNÉE ;</p> <p>B) LES COÛTS TOTAUX RÉELS POUR L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES;</p> <p>C) LES COÛTS POUR PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DE CAPACITÉ;</p> <p>D) LA LISTE DES FOURNISSEURS;</p> <p>E) UNE COPIE DU PLAN DE DÉPLOIEMENT.</p>	28

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.07	<p>DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2025-2026, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :</p> <p>A) LA PHOTOCOPIE;</p> <p>B) LE MOBILIER DE BUREAU;</p> <p>C) L'AMEUBLEMENT;</p> <p>D) LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;</p> <p>E) LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;</p> <p>F) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;</p> <p>G) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;</p> <p>H) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;</p> <p>I) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;</p> <p>J) L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :</p> <p>I. A) AU QUÉBEC;</p> <p>II. B) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.</p>	29
G.08	<p>DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2025-2026, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :</p> <p>A) LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;</p> <p>B) LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;</p> <p>C) LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;</p> <p>D) LES COÛTS DE RÉILIATION, S'IL Y A LIEU;</p> <p>E) LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES ET TÉLÉPHONES INTELLIGENTS;</p> <p>F) LE COÛT D'ACQUISITION DES APPAREILS;</p> <p>G) LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;</p> <p>H) LES NOMS DES FOURNISSEURS;</p> <p>I) LES ORDINATEURS PORTABLES;</p> <p>J) LES IPAD OU AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE.</p>	30
G.09	<p>CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2025-2026 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027 :</p> <p>A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;</p> <p>B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS;</p> <p>C) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>D) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :</p> <p>- LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL.</p> <p>E) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>F) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>G) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;</p> <p>H) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;</p> <p>I) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;</p> <p>J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;</p> <p>K) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;</p> <p>L) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;</p>	31

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.10	<p>LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2025-2026 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :</p> <p>A) L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;  B) LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;  C) LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;  D) LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;  E) LA DURÉE DU BAIL;  F) PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;  G) EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.  H) LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;  I) LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;  J) LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;  K) LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.</p>	33
G.11	<p>CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2025-2026, FOURNIR :</p> <p>A) LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;  B) LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;  C) LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;  D) LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.</p>	34
G.12	<p>POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2025-2026, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :</p> <p>A) LES DATES DES TRAVAUX;  B) LES COÛTS;  C) LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.</p>	35
G14	<p>LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :</p> <p>A) LE NOM DE LA PERSONNE;  B) LE POSTE OCCUPÉ;  C) LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;  D) L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;  E) LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;  F) LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU;  G) LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027.</p>	36
G17	<p>LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :</p> <p>A) LE NOM DE LA PERSONNE;  B) LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;  C) LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;  D) L'ASSIGNATION INITIALE;  E) L'ASSIGNATION ACTUELLE;  F) LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;  G) LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).</p>	37
G.18	<p>LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2025-2026, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :</p> <p>A) LE COÛT DE CHACUN;  B) LE FOURNISSEUR;  C) LA NATURE DU SERVICE.  D) S'IL A ÉTÉ RÉALISÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL OU À SA DEMANDE.</p> <p>VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIE.</p>	38

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.19	LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.	39
G.20	POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE : A) LE NOM DU SITE WEB; B) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE; C) LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE; D) LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR; E) LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT); F) LE NOMBRE DE VISITEURS (« HITS ») PAR MOIS; G) LE NOMBRE DE VISITEURS UNIQUES MENSUELLEMENT H) LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES. I) LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR; J) LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.	40
G.21	POUR 2025-2026, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT : A) LES RÉGIONS ET LES VILLES VISITÉES; B) LES PERSONNES ET ORGANISMES RENCONTRÉS; C) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS; D) LES RAISONS DU DÉPLACEMENT; E) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR; F) LES COÛTS VENTILÉS; G) LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.	41
G.22	LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIAÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2025-2026 : A) LE DÉTAIL DES MANDATS; B) LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.); C) LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES; D) LE NOMBRE DE RENCONTRES; E) LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉS À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE. F) L'OBJET; G) LES DATES.	42
G.26	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2025-2026, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027 ET 2027-2028, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	43
G.27	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2025-2026, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	44
G.28	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2025-2026, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.	45

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.33	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :</p> <p>A) LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS ;  B) LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION ;  C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DES COTISATIONS.</p>	46
G.34	TOUT MONTANT DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2025-2026 VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PRODUITES DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME.	47
G.35	POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2025-2026 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : G) PLAN D'ACTION À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES 2024-2027;	48
G.36	POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2025-2026 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : N) PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2023-2028.	49
G.37	SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2025-2026 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.	50
G.38	CONCERNANT TOUTES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2025-2026 : A) LES SOMMES DÉPENSÉES; B) LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.	51
G.39	LISTE DES CT RÉUNIONS EN INDIQUANT QUI A FAIT LA DEMANDE (CABINET, SOUS-MINISTRE, MINISTÈRE), LA LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES, LES COÛTS ET LE NOM DES FOURNISSEURS.	52
G.40	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2025-2026 : A) LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS; B) LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX; C) L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS; D) LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.	53
G.41	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2025-2026: A) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; B) LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; C) LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉS PAR INSTANCE OU ORGANISME; D) LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2025-2026 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.	54
G.42	VEUILLEZ NOUS FOURNIR LA LISTE DES RENCONTRES DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE DE TYPE « LAC-À-L'ÉPAULE » TENUES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN INDIQUANT : A) LES DATES; B) L'ENDROIT PRÉCIS; C) LA LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES; D) L'ORDRE DU JOUR; E) LES PROCÈS-VERBAUX; F) LES COÛTS DÉTAILLÉS (FRAIS DE LOCATION, D'HÉBERGEMENT, REPAS, DÉPLACEMENT, LOCATION D'ÉQUIPEMENT, CONFÉRENCIER, ETC.)	55
G.43	VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES. A) NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS; B) HEURES DE STAGES EFFECTUÉES; C) RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.	56

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.44	FOURNIR LES DÉPENSES ALLOUÉES À LA CONSULTATION AVEC LES AUTOCHTONES. A) FOURNIR LA LISTE DES PROJETS DU MINISTÈRE AYANT INCLUS UNE CONSULTATION DES REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES.	57
G47	INDIQUER LE MONTANT DES AMENDES PERÇUES EN VERTU DE L'APPLICATION DES LOIS DONT VOTRE MINISTÈRE EST RESPONSABLE DE L'APPLICATION. VENTILER PAR LOI ET ARTICLES, DEPUIS 5 ANS.	58
G.48	INDIQUER LA VALEUR DES ACTIFS POSSÉDÉS; MEUBLES ET IMMEUBLES.	59
G.50	POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES RELEVANT DU PORTEFEUILLE, POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2022-2023, 2023-2024 ET 2024-2025 (À CE JOUR), VEUILLEZ INDIQUER : A) LE NOMBRE D'EMPLOYÉ·ES RECRUTÉ·ES À L'ÉTRANGER, EN PRÉCISANT LE STATUT D'IMMIGRATION AU MOMENT DE L'EMBAUCHE (PERMIS DE TRAVAIL TEMPORAIRE, RÉSIDENCE PERMANENTE, AUTRES) ; B) LE NOMBRE DE MISSIONS DE RECRUTEMENT EFFECTUÉES À L'ÉTRANGER, EN PRÉCISANT LES PAYS VISÉS ET LES SECTEURS D'EMPLOI CONCERNÉS ; C) LES SOMMES DÉPENSÉES POUR LES ACTIVITÉS DE RECRUTEMENT INTERNATIONAL (MISSIONS, AGENCES, CONSULTANTS, PUBLICITÉ, RELOCALISATION, ACCOMPAGNEMENT) ; D) LE NOMBRE DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES FIRMES EXTERNES POUR SOUTENIR LE RECRUTEMENT À L'ÉTRANGER ; E) LES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR LESQUELLES UN RECRUTEMENT INTERNATIONAL A ÉTÉ JUGÉ NÉCESSAIRE ; F) LE TAUX DE RÉTENTION APRÈS 12 ET 24 MOIS DES PERSONNES RECRUTÉES À L'ÉTRANGER ; G) TOUTE DIRECTIVE OU ORIENTATION MINISTÉRIELLE ÉMISE AU COURS DE CETTE PÉRIODE CONCERNANT LA RÉDUCTION, LE MAINTIEN OU L'AUGMENTATION DU RECOURS AU RECRUTEMENT INTERNATIONAL ; H) LES MESURES MISES EN PLACE POUR FAVORISER PRIORITAIREMENT LE RECRUTEMENT ET LA FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE LOCALE.	60
G.51	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES VERSÉS À CES PERSONNES.	61
	TABLE DES MATIÈRES- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX - QUESTIONS NON RÉPONDUES ET MOTIF	62

N.B. À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 31 JANVIER 2026.

## 2 - Table des matières du Secrétariat du Conseil du Trésor – Questions non répondues

# DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	QUESTIONS 2026-2027 NON RÉPONDUES	MOTIFS
G.13	<p>LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2025-2026, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :</p> <p>A) LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>B) LE TITRE DE LA FONCTION;</p> <p>C) L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;</p> <p>D) LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET;</p> <p>E) LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;</p> <p>F) LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>G) LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;</p> <p>H) LA DESCRIPTION DE TÂCHES;</p> <p>I) LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2025-2026;</p> <p>J) LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;</p> <p>K) LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;</p> <p>L) SI L'EMPLOYÉ A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.</p>	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.15	<p>LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :</p> <p>A) LE POSTE INITIAL;</p> <p>B) LE SALAIRE;</p> <p>C) LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;</p> <p>D) LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;</p> <p>E) LES PRÉVISIONS 2026-2027.</p>	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.16	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2025-2026, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :</p> <p>A) PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);</p> <p>B) PAR CATÉGORIE D'ÂGE;</p> <p>C) PRÉVISIONS POUR 2026-2027.</p>	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.23	LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.24	LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.25	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.29	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2024-2025 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.30	LA LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2025-2026 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2026-2027. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2025-2026, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2026-2027, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.31	INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTES MAJORATIONS APPORTÉES À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.32	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2025-2026 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

# DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	QUESTIONS 2026-2027 NON RÉPONDUES	MOTIFS
G.45	INDIQUER LES DÉPENSES ENCOURUES AU TITRE DE TOUT « PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS » (PAE) DEPUIS 5 ANS.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.46	INDIQUER LES DÉPENSES ENCOURUES EN VUE DE L'IMPLANTATION DU NOUVEAU RÉGIME DE DOTATION DÉCOULANT DE L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 60 DE LA 42E LÉGISLATURE.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.49	INDIQUER LES COÛTS DE SYSTÈME ESTIMÉS DEPUIS 5 ANS.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR



# **ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027**

## **1 -DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**



**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

**Renseignements généraux**

**Étude des crédits 2026-2027**

**Question 01**

- LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2025-2026 :**
- A) LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR ;
  - B) LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION ;
  - C) LES PERSONNES RENCONTRÉES ;
  - D) LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.) ;
  - E) LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION ;
  - F) POUR LES ORGANISMES, LE NOM DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ;
  - G) LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, ET, LE CAS ÉCHÉANT :
    - LES DÉTAILS DE CES ENTENTES ;
    - LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR ;
  - H) LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

VOYAGE	COÛT
Myrlande Pierre, vice-présidente 36e session du Groupe de travail d'experts des Nations Unies sur les personnes d'ascendance africaine (GTEPAD) New York, États-Unis, 20 au 22 avril 2025	1 988 \$
Stéphanie Gareau, vice-présidente Rencontre avec le Conseil canadien des défenseurs des enfants et des jeunes (CCDEJ) Toronto, Ontario, 9 au 11 juin 2025	1 942 \$

LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MINISTRES, LES TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR ET LEURS ACCOMPAGNATEURS, EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, SONT DIFFUSÉS SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 18).

[HTTP://WWW.CDPEDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX.](http://www.cdpedj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question **02**

LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.), SÉPARÉMENT :

PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :

A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;

B) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;

C) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

D) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT;

PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

E) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;

F) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;

G) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

H) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT;

PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :

I) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;

J) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;

K) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);

L) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;

M) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;

N) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

O) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

TYPE D'ÉVÈNEMENT	Coût
<b>CONFÉRENCE DE PRESSE : PEU DE RÉSULTATS APRÈS 50 ANS, UN CHANGEMENT S'IMPOSE :</b>	
DÉVOILEMENT DES RÉSULTATS D'UNE ÉTUDE SUR LE HANDICAP ET L'EMPLOI	
CONFÉRENCE DE PRESSE AU MUSÉE CENTRE DES MÉMOIRES MONTRÉALAISES : 287 \$	537 \$
DIFFUSION DE L'AVIS AUX MÉDIAS ET COMMUNIQUÉ DE PRESSE – CNW TELBEC CISION (ENTENTE NÉGOCIÉE PAR LE CENTRE D'ACQUISITION GOUVERNEMENTAL) : 250 \$	
<b>TOTAL</b>	<b>537 \$</b>

Question **03**

LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION, EN INCLUANT ET EN INDIQUANT CELLES DU CABINET MINISTÉRIEL :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÈNEMENT ;
- B) LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ;
- C) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.

DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :

- D) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027 ;
- E) LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS ;
- F) LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) ;
- G) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU ;
- H) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ;
- I) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**ORGANISÉE PAR L'ORGANISME

AUCUNE

ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE

AUCUNE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST EN PARTIE INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE

EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 22 ET 23).

[HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question 04

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2025-2026, EN INDIQUANT :

A) LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;  
 B) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);  
 C) LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);  
 D) LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;  
 E) LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;  
 F) L'ÉCHÉANCIER;  
 G) DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	OBJET	MODES D'OCTROI	MONTANT
9254-3685 QUÉBEC INC.	SERVICES PROFESSIONNELS : MODIFICATIONS - OBLIGATIONS LOI 14	GRÉ À GRÉ	17 250 \$
9254-3685 QUÉBEC INC.	SERVICES PROFESSIONNELS : HÉBERGEMENT APPLICATION PLAINTÉ EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	625 \$
9254-3685 QUÉBEC INC.	SERVICES PROFESSIONNELS : HÉBERGEMENT SITE WEB DE LA COMMISSION	GRÉ À GRÉ	625 \$
9374-3078 QUÉBEC INC.	ACQUISITION D'UNE LICENCE ANNUELLE POUR LA PLATEFORME EN LIGNE MY SMARTJOURNEY – PROJET FUGITIFS	GRÉ À GRÉ	1 800 \$
ADOBE INC.	ACQUISITION DE LA LICENCE ADOBE POUR LA CRÉATION DES PUBLICITÉS, PHOTOS, ETC	GRÉ À GRÉ	3 028 \$
AFA GROUPE CONSEIL INC.	ÉVALUATION DES COMPÉTENCES EN GESTION	GRÉ À GRÉ	13 081 \$
AFI EXPERTISE	FORMATION OFFERTE AU PERSONNEL DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES : DÉVELOPPEZ UNE APPLICATION WEB ASP.NET CORE	GRÉ À GRÉ	675 \$
AFI EXPERTISE	FORMATION OFFERTE AU PERSONNEL DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES : DÉVELOPPEZ UNE APPLICATION WEB ASP.NET CORE	GRÉ À GRÉ	675 \$
AFI EXPERTISE	FORMATION OFFERTE AU PERSONNEL DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES : DÉVELOPPEZ UNE APPLICATION WEB ASP.NET CORE	GRÉ À GRÉ	675 \$
ALIA CONSEIL INC.	DÉPLOIEMENT DU PLAN DE RELÈVE ET DE GESTION DES SAVOIRS CRITIQUES	GRÉ À GRÉ	3 615 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODES D'OCTROI	MONTANT
AMAZON	ACHAT DE MATÉRIELS ET DE FOURNITURES DE BUREAU	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	2 315 \$
ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS DES DROITS DE LA PERSONNE	COTISATION ANNUELLE	GRÉ À GRÉ	6 000 \$
ASSOCIATION DES GROUPES D'INTERVENTION EN DÉFENSE DE DROIT EN SANTÉ MENTALE AU QUÉBEC (AGIDD - SMQ)	COLLOQUE SUR LA LOI SUR LA PROTECTION DES PERSONNES DONT L'ÉTAT MENTAL PRÉSENTE UN DANGER POUR ELLES-MÊMES OU POUR AUTRUI (P-38.001)	GRÉ À GRÉ	1 066 \$
BILODEAU, COLLEEN	SERVICES DE TRADUCTION, EXPOSÉS FACTUELS - DOSSIERS CLIC-MARC	CONTRAT ANNUEL	13 086 \$
BYSCUIT INC.	GESTION DES FICHIERS TÉMOIN SUR LE SITE INTERNET DE LA COMMISSION	GRÉ À GRÉ	1 020 \$
CABLEVISION	SERVICE INTERNET BUREAU DE SAGUENAY-RÉSEAUX INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	1 078 \$
CÉGEP MARIE-VICTORIN	PROGRAMME D'INFORMATION ET DE PRÉPARATION À LA RETRAITE	GRÉ À GRÉ	2 481 \$
CENTRE ST-PIERRE	LOCATION DE SALLE POUR LE FORUM RÉGIONAL DES 50 ANS DE LA CHARTE À MONTRÉAL	GRÉ À GRÉ	452 \$
CHONG, AMY (STÉNOGRAPHE OFFICIELLE)	SERVICE DE TRANSCRIPTION INTERROGATOIRES	GRÉ À GRÉ	1 595 \$
CLIMATISATION J.F.P. INC.	SERVICES D'ENTRETIEN PRÉVENTIF À LA SALLE DES SERVEURS	GRÉ À GRÉ	1 734 \$
CLINIQUE DE MÉDECINE INDUSTRIELLE DES LAURENTIDES INC.	SERVICE D'EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	1 490 \$
CNW TELBEC	SERVICE DE MISE EN LIGNE DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE	GRÉ À GRÉ	2 000 \$
CODETWO	SERVICE DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	2 775 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODES D'OCTROI	MONTANT
COGECO CONNEXION INC.	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS INFORMATIQUES - RÉSEAUX INFORMATIQUES	CONTRAT ANNUEL	1 911 \$
COMITÉ PATRONAL DE NÉGOCIATION SECTEUR SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX (CPNSSS)	SERVICE D'ABONNEMENT AU GUIDE D'INTERPRÉTATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES 2025-2026	GRÉ À GRÉ	1 575 \$
CENTRE D'ORGANISATION MAURICIEN DE SERVICES ET D'ÉDUCATION POPULAIRE (COMSEP)	LOCATION DE SALLE POUR LE FORUM RÉGIONAL DES 50 ANS DE LA CHARTE À TROIS-RIVIÈRES	GRÉ À GRÉ	80 \$
CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES ENFANTS ET DES JEUNES	COTISATION ANNUELLE	GRÉ À GRÉ	2 000 \$
DRUIDE INFORMATIQUE INC.	LOGICIELS DE CORRECTIONS EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS	GRÉ À GRÉ	3 054 \$
DUCORE EXPERTISE INC.	SERVICE D'EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	4 095 \$
DUMONT, DANIEL	SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT À LA DIRECTION PRINCIPALE DES OPÉRATIONS	GRÉ À GRÉ	3 010 \$
DUPUIS-DÉRI, FRANCIS	RAPPORT D'EXPERTISE DANS UN DOSSIER	GRÉ À GRÉ	3 000 \$
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (ENAP)	COTISATION ANNUELLE	GRÉ À GRÉ	2 550 \$
FONDATION LIONEL GROULX	COLLABORATION AU GRAND ENTRETIEN DANS LE CADRE DU 50E ANNIVERSAIRE DE LA CHARTE	GRÉ À GRÉ	1 500 \$
FONDS DES BIENS ET DES SERVICES (MESS)	SERVICE D'ABONNEMENT ANNUEL POUR L'UTILISATION DU LOGICIEL PORTFOLIO	GRÉ À GRÉ	5 750 \$
GBV AVOCATS	SERVICES-CONSEIL RELATIONS DE TRAVAIL	GRÉ À GRÉ	9 555 \$
GESTION GEORGES COULOMBE INC.	SERVICE D'ENTRETIEN AU SIÈGE SOCIAL DE LA COMMISSION	CONTRAT ANNUEL	2 328 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODES D'OCTROI	MONTANT
HEC MONTRÉAL	ABONNEMENT ANNUEL À LA REVUE GESTION HEC MONTRÉAL (PAPIER ET NUMÉRIQUE).	GRÉ À GRÉ	32 \$
HOOTSUITE INC.	SERVICE D'ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	2 615 \$
I.C.I. INFLUENCE COMMUNICATIONS INC.	SERVICE DE VEILLE DES MÉDIAS ÉLECTRONIQUES	GRÉ À GRÉ	8 202 \$
INTELLIGENCE ILLUXI INC.	RENOUVELLEMENT LICENCE ANNUELLE : FORMATION SYNCHRONE ET ASYNCHRONE	GRÉ À GRÉ	18 396 \$
ITI INC.	SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT EN GESTION DOCUMENTAIRE NUMÉRIQUE	GRÉ À GRÉ	4 700 \$
ITI INC.	SAUVEGARDE RÉPLICATION INFONUAGIQUE EN ONTARIO	GRÉ À GRÉ	12 439 \$
ITI INC.	SAUVEGARDE INFONUAGIQUE	GRÉ À GRÉ	8 972 \$
ITI INC.	LICENCES 365	GRÉ À GRÉ	3 641 \$
ITI INC.	FORTINET - POINT D'ACCÈS SANS FIL FORTIAP 231K	GRÉ À GRÉ	5 086 \$
LABORATOIRE DE FORMATION POPULAIRE DE L'OUTAOUAIS	REPAS POUR LE FORUM RÉGIONAL POUR LES 50 ANS DE LA CHARTE EN OUTAOUAIS	GRÉ À GRÉ	442 \$
LAFORTUNE LÉGAL	SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	9 843 \$
LAROSE, ISABELLE	SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT - DIRECTION PRINCIPALE DE L'ADMINISTRATION - RH	GRÉ À GRÉ	6 563 \$
LEADERZONE INC.	FORMATION OFFERTE AUX CADRES DE LA COMMISSION : LEADER - DÉVELOPPEUR DE TALENTS	GRÉ À GRÉ	6 160 \$
LES SOLUTIONS EZMAX INC.	APPLICATION - SIGNATURES ÉLECTRONIQUES	GRÉ À GRÉ	4 518 \$
LEXISNEXIS CANADA INC.	FRAIS CODE D'ACCÈS - BASE DE DONNÉES	GRÉ À GRÉ	6 819 \$
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	ALTER EGO : CHARTES DES DROITS DE LA PERSONNE LÉGISLATION-JURISPRUDENCE-DOCTRINE 37E ÉDITION 2025 - 4 EXEMPLAIRES	GRÉ À GRÉ	520 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODES D'OCTROI	MONTANT
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	ABONNEMENT ANNUEL : CODE DE PROCÉDURE CIVILE (2 EXEMPLAIRES) ET CODE CIVIL DU QUÉBEC (2 EXEMPLAIRES).	GRÉ À GRÉ	520 \$
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	ABONNEMENT ANNUEL : FORMULAIRE DE PROCÉDURE CIVILE, ME FRANCINE PAYETTE (1 SEUL EXEMPLAIRE).	GRÉ À GRÉ	65 \$
LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS	ABONNEMENT ANNUEL 2026 À LA REVUE DROITS ET LIBERTÉS	GRÉ À GRÉ	30 \$
MAISON POUR TOUS SAINT-JEAN-EUDES	LOCATION DE SALLE POUR LE FORUM DES 50 ANS DE LA CHARTE AU SAGUENAY	SUR INVITATION	140 \$
MELTWATER NEWS CANADA INC.	SERVICE D'ABONNEMENT DE REVUE DE PRESSE TRIMESTRIELLE	GRÉ À GRÉ	4 188 \$
MEUDEC, MARIE	SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	3 600 \$
MISS PIXELS	TRAVAUX DE CONCEPTIONS DES AFFICHES ET DÉPLIANTS "LA CHARTE ET TOI"	GRÉ À GRÉ	2 880 \$
MONETTE BARAKETT, S.E.N.C.	CONSEIL ET ACCOMPAGNEMENT DE LA COMMISSION	GRÉ À GRÉ	21 399 \$
MP REPRODUCTIONS INC.	IMPRESSON DE CARTES POUR LA DIRECTION DE L'ÉDUCATION SUR LE THÈME DES 50 ANS DE LA CHARTE	SUR INVITATION	1 000 \$
MUSÉE DES MÉMOIRES MONTRÉLAISE	LOCATION DE SALLE POUR LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU MOIS DE MAI 2025	SUR INVITATION	287 \$
NOËL ET ASSOCIÉS	CORRESPONDANT DE LA COMMISSION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA	GRÉ À GRÉ	511 \$
NOVEXCO INC. (HAMSTER)	ACHATS DE FOURNITURES DE BUREAU	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	3 240 \$
NUMEA	LICENCES IBM SPSS POUR LA DIRECTION DE LA RECHERCHE	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	3 824 \$
OPTELEC CANADA INC.	ACQUISITION D'UNE LICENCE POUR LOGICIEL D'ASSISTANCE VISUELLE	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	2 345 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODES D'OCTROI	MONTANT
P.O.B. STÉNOGRAPHES OFFICIELS	INTERROGATOIRE PRÉALABLE DANS UN DOSSIER	GRÉ À GRÉ	1 850 \$
POSTES CANADA	ENVOIS DE COLIS	GRÉ À GRÉ	6 878 \$
PRO-ACTIF	SERVICE DE MISE EN PAGE DU PLAN STRATÉGIQUE 2025-2029	GRÉ À GRÉ	2 625 \$
PUROLATOR INC.	SERVICE D'ENVOI DE COLIS	GRÉ À GRÉ	1 966 \$
RENSEIGNEMENTS STRATÉGIQUES	SERVICE D'ENQUÊTE DE LOCALISATION	GRÉ À GRÉ	2 650 \$
SALON DU LIVRE DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN, LE	SERVICE DE LOCATION DE KIOSQUE AU SALON DU LIVRE, EN JUIN 2025	GRÉ À GRÉ	1 115 \$
SARAH-JANE TURCOT INC.	SERVICE DE MÉDIATION	GRÉ À GRÉ	6 375 \$
SERVICE DES LOISIRS, DES SPORTS ET DE LA VIE COMMUNAUTAIRE	LOCATION DE SALLE - PAVILLON POINTES-AUX-LIÈVRES POUR LE FORUM RÉGIONAL DES 50 ANS DE LA CHARTE À QUÉBEC	SUR INVITATION	367 \$
SERVIRPLUS	PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS ET EMPLOYÉES	GRÉ À GRÉ	13 650 \$
SIVET (LSQ)	INTERPRÈTE LSQ POUR LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE MAI 2025	GRÉ À GRÉ	200 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	FRAIS CODE D'ACCÈS, RECHERCHE JURIDIQUE, FORFAIT PLUMITIFS (EN LIGNE)	GRÉ À GRÉ	4 734 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ANNOTÉE (4 ACCÈS)	GRÉ À GRÉ	250 \$
SOLUTIONS ZOOM INC.	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT ERGONOMIQUE	GRÉ À GRÉ	1 105 \$
SRIEQ (INTERPRÈTES LSQ)	DEUX INTERPRÈTES LSQ POUR LE FORUM RÉGIONAL DES 50 ANS DE LA CHARTE	GRÉ À GRÉ	712 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODES D'OCTROI	MONTANT
SUPREMEX INC.	ACQUISITION D'ENVELOPPES AVEC LOGO DE LA COMMISSION	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	1 339 \$
TÉLÉNET INFORMATIQUE INC.	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS – RÉSEAUX INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	2 396 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	GRÉ À GRÉ	10 650 \$
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	DROITS DE LA PERSONNE ET LES RELATIONS DU TRAVAIL (1 EXEMPLAIRE – VERSION PAPIER ET ACCÈS NUMÉRIQUE).	GRÉ À GRÉ	290 \$
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	ACCÈS À L'INFORMATION : LOI ANNOTÉE (1 EXEMPLAIRE – VERSION PAPIER).	GRÉ À GRÉ	382 \$
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	FRAIS DE JUSTICE : LÉGISLATION ANNOTÉE. (1 EXEMPLAIRE – VERSION PAPIER ET ACCÈS NUMÉRIQUE).	GRÉ À GRÉ	396 \$
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	CONGÉDIEMENT DROIT QUÉBÉCOIS (1 EXEMPLAIRE – VERSION PAPIER ET ACCÈS NUMÉRIQUE).	GRÉ À GRÉ	492 \$
VIDÉOTRON LTÉE	SERVICE INTERNET MONTRÉAL	GRÉ À GRÉ	13 189 \$
XEROX CANADA LTÉE.	SERVICE D'IMPRESSION DE DOCUMENTS ET LOCATION DE PHOTOCOPIEUSES	CONTRAT ANNUEL	15 915 \$
ZOHO CANADA	MANAGE ENGINE POUR ÉQUIPE INFORMATIQUE	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	2 769 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: [HTTPS://SEAO.GOUV.QC.CA](https://seao.gouv.qc.ca). DE PLUS, POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET EST DIFFUSÉE MENSUELLEMENT SUR LE SITE DU MINISTÈRE.

CDPDJ : [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx).

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

**Renseignements généraux**

**Étude des crédits 2026-2027**

Question **05**

**POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE, INFONUAGIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :**

- A) LE NOM DU PROJET ;
- B) LA NATURE DU PROJET ;
- C) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU) ;
- D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET ;
- E) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET ;
- F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE ;
- G) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET ;
- H) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES ;
- I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR ;
- J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET ;
- K) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :
  - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.
- L) INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.
- M) LE NOMBRE ET LA LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2025-2026.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
REFONTE – SYSTÈME D'INFORMATION DE LA GESTION ET DE LA PERFORMANCE (CLIC_MARC)	DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE	1 445 000\$	925 600 \$		64%	0

POUR LES SOUS-QUESTIONS A), B), D), E) F), G) ET I), L'INFORMATION SUR LES PROJETS INFORMATIQUES DE PLUS DE 500 000 \$ EST DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU TABLEAU DE BORD EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES À L'ADRESSE SUIVANTE : [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca).

Question **06**

CONCERNANT L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES EN INFONUAGIQUE, FOURNIR :

- A) LES COÛTS ESTIMÉS PAR ANNÉE ;
- B) LES COÛTS TOTAUX RÉELS POUR L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES;
- C) LES COÛTS POUR PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DE CAPACITÉ;
- D) LA LISTE DES FOURNISSEURS;
- E) UNE COPIE DU PLAN DE DÉPLOIEMENT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- A) NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.
- B) RÉEL 69 806 \$
- C) 0 \$
- D) LES INFORMATIONS CONCERNANT LE CATALOGUE DU COURTIER EN INFONUAGIQUE ET EN TECHNOLOGIES SPÉCIALISÉES EST DISPONIBLE SUR INTERNET À L'ADRESSE SUIVANTE:  
<HTTPS://COURTIER-INFONUAGIQUE.GOUV.QC.CA/ACCUEIL>
- E) NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question 07

DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2025-2026, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

A) LA PHOTOCOPIE;  
 B) LE MOBILIER DE BUREAU;  
 C) L'AMEUBLEMENT;  
 D) LA DÉCORATION ET L'EMBELLEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;  
 E) LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;  
 F) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;  
 G) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;  
 H) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;  
 I) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;  
 J) L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :  
 I. A) AU QUÉBEC;  
 II. B) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	mjq	CDPDJ	csj	cja	cslf	dpcp	faac	opc	oqlf	soquij	taq
PHOTOCOPIE		1 208 \$									
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT		0 \$									
DÉCORATION ET EMBELLEMENT		0 \$									
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE		0 \$									
FRAIS DE FÊTES (AUCUN FRAIS D'ALCOOL)		0 \$									
<b>TOTAL</b>	\$	1 208 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

POUR LES SOUS-QUESTIONS F), G), H) ET J), LES INFORMATIONS RECHERCHÉES SONT DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHES 16, 22 ET 23). POUR LES SOUS-QUESTIONS F), G) ET H), CETTE INFORMATION EST PRÉSENTÉE GLOBALEMENT.

CDPDJ : [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question 08

DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2025-2026, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- A) LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;
- B) LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;
- C) LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;
- D) LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU;
- E) LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES ET TÉLÉPHONES INTELLIGENTS;
- F) LE COÛT D'ACQUISITION DES APPAREILS;
- G) LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;
- H) LES NOMS DES FOURNISSEURS;
- I) LES ORDINATEURS PORTABLES;
- J) LES IPAD OU AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	MJQ	CDPDJ	CSJ	CJA	CSLF	DPCP	FAAC	OPC	OQLF	SOQUIJ	TAQ
LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS	\$	0 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS	\$	307 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	\$	307 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE	\$	0 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES	\$	0 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LES COÛTS DE RÉSILIATION	\$	0 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>TOTAL</b>		614 \$									

POUR LES SOUS-QUESTIONS A), F), G), H) L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CES QUESTIONS EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 25).

CDPDJ : [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

### Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **09**

- CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2025-2026 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027 :
- A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;
  - B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS;
  - C) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
  - D) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :  
- LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL.
  - E) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
  - F) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
  - G) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;
  - H) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;
  - I) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;
  - J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;
  - K) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;
  - L) L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;

### COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

**A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**C. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**D. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**E. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**F. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**G. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**H. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**I. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**K. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**L. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Question 10

LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2025-2026 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- A) L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- B) LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
- C) LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
- D) LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
- E) LA DURÉE DU BAIL;
- F) LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
- G) EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION;
- H) LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- I) LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- J) LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- K) LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M <sup>2</sup> )	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2025	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
360, rue Saint-Jacques, Montréal	1 782 327 \$	5142.74	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
575, rue Jacques-Parizeau, Québec	115 993 \$	363.70	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
335, 337, rue Moreault, Rimouski	19 111 \$	91.43	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
930, rue Jacques-Cartier, Saguenay	34 429 \$	173.08	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
227, rue Saint-Georges, Saint-Jérôme	43 853 \$	219.11	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
375, rue King, Sherbrooke	26 167 \$	107.54	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
100, rue Laviolette, Trois-Rivières	24 417 \$	138.38	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau	21 041 \$	74.17	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
849, 5 <sup>e</sup> Avenue, Val-d'Or	32 091 \$	119.97	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
Total	2 099 429 \$		0 \$	0 \$		

POUR LES SOUS-QUESTIONS A) L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, B) LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, C) LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET F) PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ, L'INFORMATION EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 27).

CDPDJ : [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question **11**

---

CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2025-2026, FOURNIR :

- A) LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;
- B) LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;
- C) LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;
- D) LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.

---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE

Question **12**

POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2025-2026, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :

- A) LES DATES DES TRAVAUX;
- B) LES COÛTS;
- C) LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN

L'INFORMATION FOURNIE INCLUT LES CABINETS MINISTÉRIELS. LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Question **14**

LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :

- A) LE NOM DE LA PERSONNE;
- B) LE POSTE OCCUPÉ;
- C) LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
- D) L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;
- E) LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
- F) LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU;
- G) LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NE S'APPLIQUE PAS

Question **17**

LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :

- A) LE NOM DE LA PERSONNE;
- B) LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;
- C) LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
- D) L'ASSIGNATION INITIALE;
- E) L'ASSIGNATION ACTUELLE;
- F) LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
- G) LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NE S'APPLIQUE PAS

Question **18**

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2025-2026, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- A) LE COÛT DE CHACUN;
- B) LE FOURNISSEUR;
- C) LA NATURE DU SERVICE;
- D) S'IL A ÉTÉ RÉALISÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL OU À SA DEMANDE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIE.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

FOURNISSEUR	COÛT	DESCRIPTION
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	4 734 \$	FRAIS CODE D'ACCÈS, FORFAIT RECHERCHE JURIDIQUE, FORFAIT PLUMITIFS (EN LIGNE)
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	250 \$	LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ANNOTÉE (4 ACCÈS)
LEXISNEXIS CANADA INC.	6 819 \$	FRAIS CODE D'ACCÈS - BASE DE DONNÉES
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	290 \$	DROITS DE LA PERSONNE ET LES RELATIONS DU TRAVAIL (1 EXEMPLAIRE – VERSION PAPIER ET ACCÈS NUMÉRIQUE).
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	382 \$	ACCÈS À L'INFORMATION : LOI ANNOTÉE (1 EXEMPLAIRE – VERSION PAPIER).
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	396 \$	FRAIS DE JUSTICE. LÉGISLATION ANNOTÉE. (1 EXEMPLAIRE – VERSION PAPIER ET ACCÈS NUMÉRIQUE).
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	492 \$	CONGÉDIEMENT DROIT QUÉBÉCOIS (1 EXEMPLAIRE – VERSION PAPIER ET ACCÈS NUMÉRIQUE).
HEC MONTRÉAL	32 \$	ABONNEMENT ANNUEL À LA REVUE GESTION HEC MONTRÉAL (PAPIER ET NUMÉRIQUE).
LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS, LA	30 \$	ABONNEMENT ANNUEL 2026 À LA REVUE DROITS ET LIBERTÉS
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	520 \$	ALTER EGO : CHARTES DES DROITS DE LA PERSONNE LÉGISLATION-JURISPRUDENCE-DOCTRINE 37E EDITION 2025 - 4 EXEMPLAIRES.
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	520 \$	ABONNEMENT ANNUEL : CODE DE PROCÉDURE CIVILE (2 EXEMPLAIRES) ET CODE CIVIL DU QUÉBEC (2 EXEMPLAIRES).
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	65 \$	ABONNEMENT ANNUEL : FORMULAIRE DE PROCÉDURE CIVILE, ME FRANCINE PAYETTE (1 SEUL EXEMPLAIRE).
<b>TOTAL</b>	<b>14 530 \$</b>	

Question **19**

LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

**Renseignements généraux**

**Étude des crédits 2026-2027**

**Question 20**

- POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :**
- A) LE NOM DU SITE **WEB**;
  - B) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
  - C) LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
  - D) LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
  - E) LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
  - F) LE NOMBRE DE VISITEURS (« HITS ») PAR MOIS;
  - G) LE NOMBRE DE VISITEURS UNIQUES MENSUELLEMENT
  - H) LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES.
  - I) LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
  - J) LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

NOM DU SITE INTERNET : <b>cdpdj.qc.ca</b>	
SUJETS	DÉTAILS
<b>LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :</b>	BLANKO ET MBIANCE
<b>LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :</b>	91 425 \$ (EN 2020) \$
<b>LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :</b>	HÉBERGEMENT : SITE PRINCIPAL : 625 \$ PLAINTÉ EN LIGNE : 625 \$ MISE À JOUR : S/O (EFFECTUÉE À L'INTERNE) ENTRETIEN : GESTION DES FICHIERS TÉMOINS (LOI 25) : 1 020 \$
<b>LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE :</b>	S/O
<b>LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :</b>	MES DROITS SOUS LA DPJ (FR/EN) : 30 \$ BIENTRAITONS.CA : 15 \$

NOM DU SITE INTERNET : <b>FUGITIFS .CA</b>	
SUJETS	DÉTAILS
<b>LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :</b>	MY SMART JOURNEY ET INTERNE
<b>LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :</b>	13 520 \$ (EN 2020)
<b>LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :</b>	S/O
<b>LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE :</b>	S/O
<b>LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :</b>	FUGITIFS.CA : 15 \$
<b>FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :</b>	S/O

Question **21**

POUR 2025-2026, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT :

A) LES RÉGIONS ET LES VILLES VISITÉES;

B) LES PERSONNES ET ORGANISMES RENCONTRÉS;

C) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;

D) LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;

E) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;

F) LES COÛTS VENTILÉS;

G) LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NE S'APPLIQUE PAS

Question **22**

LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIEES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2025-2026 :

- A) LE DÉTAIL DES MANDATS;
- B) LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);
- C) LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;
- D) LE NOMBRE DE RENCONTRES;
- E) LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉS À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE;
- F) L'OBJET;
- G) LES DATES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NE S'APPLIQUE PAS

Question **26**

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2025-2026, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027 ET 2027-2028, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE

Question **27**

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2025-2026, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS	MJQ*	FAVAC*	FAJ*	FRCP*	FDR*	CDPDJ*	CSJ	CJA	CSLF	DPCP*	FAAC	OPC	OQLF	SOQUIJ	TAQ
<b>TOTAL</b>	\$	\$	\$	\$	\$	0 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

\*SOURCE : G.41- GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - PRIMES ET BONIS - PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS SAGIR EI GIR

Question **28**

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2025-2026, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

PRIMES DE DÉPART ET BRIS DE CONTRAT	MJQ <sup>1</sup>	FAVAC <sup>1</sup>	FAJ <sup>1</sup>	FRCP	FDR <sup>1</sup>	CDPDJ	CSJ	CJA	CSLF	DPCP <sup>1</sup>	FAAC <sup>2</sup>	OPC	OQLF	SOQUIJ	TAQ <sup>3</sup>
<b>TOTAL</b>	\$	\$	\$	\$	\$	0 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

<sup>1</sup> SOURCE : G.43- GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - MASSE SALARIALE ET INDEMNITÉS - PRIMES DE DÉPARTS ET ALLOCATION DE TRANSITION

<sup>2</sup> SOURCE : SAGIP

<sup>3</sup> SOURCE : SAGIR

Question **33**

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :

- A) LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS ;
- B) LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELLES AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION ;
- C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DES COTISATIONS.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS DES DROITS DE LA PERSONNE (ACCCDP / CASHRA)	ORGANISME	6-79	6 000 \$
CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES ENFANTS ET DES JEUNES (CCCYA)	ORGANISME	6-79	2 000 \$
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (ENAP)	ORGANISME	6-79	2 550 \$
BARREAU DU QUÉBEC	23	CONDITIONS DE TRAVAIL DES CADRES JURIDIQUES ET CONVENTION COLLECTIVE (CONSEILLERS JURIDIQUES)	38 937 \$
<b>TOTAL</b>			<b>49 487 \$</b>

Question **34**

TOUT MONTANT DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2025-2026 VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PRODUITES DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN

Question **35**

POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2025-2026 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : G) PLAN D'ACTION À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES 2024-2027;

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

G) NE S'APPLIQUE PAS

LE PLAN D'ACTION À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES EST DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE.

[PLAN D'ACTION À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES 2024-2027 ET BILAN ANNUEL 2024-2025 ET MISE À JOUR 2025-2026](#)

Question **36**

POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2025-2026 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE :  
N) PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2023-2028.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

N) AUCUN

LE PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE EST DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE.  
[HTTPS://CDN-CONTENU.QUEBEC.CA/CDN-CONTENU/ADM/MIN/CONSEIL-EXECUTIF/PUBLICATIONS-ADM/PLAN-DEV-DURABLE/PADD\\_2328.PDF](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/conseil-executif/publications-adm/plan-dev-durable/padd_2328.pdf)

Question **37**

SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2025-2026 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE

Question **38**

CONCERNANT TOUTES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2025-2026 :  
 A) LES SOMMES DÉPENSÉES;  
 B) LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A.

	2025-2026
TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES	0 \$

B.

FOURNISSEURS	CONTRAT	2025-2026
SERVIRPLUS	OUI	13 650 \$

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://SEAO.GOUV.QC.CA](https://seao.gouv.qc.ca) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE.

[HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question **39**

LISTE DES CT RÉUNIONS EN INDIQUANT QUI A FAIT LA DEMANDE (CABINET, SOUS-MINISTRE, MINISTÈRE), LA LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES, LES COÛTS ET LE NOM DES FOURNISSEURS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LISTE DES FOURNISSEURS

- BOUCHÉE DOUBLE
- CAFÉ DÉPÔT

COÛT GLOBAL :

1 049,70 \$

Question **40**

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2025-2026 :  
 A) LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS;  
 B) LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;  
 C) L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;  
 D) LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DU CONCOURS	OBJECTIF VISÉ	DATE DE DÉBUT	DATE DE FIN	PRIX REMIS	VALEUR DU PRIX
50 ANS   CONCOURS D'ART	<p>EN AVRIL 2025, LA COMMISSION DES DROITS A INVITÉ LES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS EN ARTS VISUELS À LUI SOUMETTRE UNE PROPOSITION ARTISTIQUE ORIGINALE SUR LE THÈME « 50 ANS DE LA CHARTE QUÉBÉCOISE : VOTRE VISION ARTISTIQUE DES DROITS ET LIBERTÉS ».</p> <p>UN JURY INDÉPENDANT COMPOSÉ DE SPÉCIALISTES DES ARTS VISUELS ET DES DROITS DE LA PERSONNE A ÉTÉ RÉUNI POUR SÉLECTIONNER LES ŒUVRES GAGNANTES.</p>	AVRIL 2025	<p>JANVIER 2026</p> <p>LE CONCOURS EST CLOS.</p> <p>LES CANDIDATS AVAIENT JUSQU'AU 16 JANVIER POUR NOUS TRANSMETTRE LEUR CANDIDATURE</p>	<p>DEUX PRIX DANS CHAQUE CATÉGORIE (COLLÉGIALE ET UNIVERSITAIRE), SOUS LA FORME D'UNE RÉCOMPENSE MONÉTAIRE.</p> <p>LE JURY SE RÉSERVE LE DROIT DE SÉLECTIONNER ÉGALEMENT UNE OU PLUSIEURS MENTIONS SPÉCIALES.</p>	<p><b>LES 3 GAGNANTS REÇOIVENT 750 \$ CHACUN</b></p>
<b>TOTAL</b>					<b>2 250\$</b>

Question **41**

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2025-2026:  
A) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;  
B) LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;  
C) LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉS PAR INSTANCE OU ORGANISME;  
D) LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2025-2026 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

- A. 6 PERSONNES
- B. MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION : 34 687 \$
- C. CETTE SOUS-QUESTION, NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS
- D. SE RÉFÉRER À LA RÉPONSE DE LA DEMANDE GÉNÉRALE 06

Question **42**

VEUILLEZ NOUS FOURNIR LA LISTE DES RENCONTRES DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE DE TYPE «

LAC-À-L'ÉPAULE » TENUES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN INDIQUANT :

- A) LES DATES;
- B) L'ENDROIT PRÉCIS;
- C) LA LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES;
- D) L'ORDRE DU JOUR;
- E) LES PROCÈS-VERBAUX;
- F) LES COÛTS DÉTAILLÉS (FRAIS DE LOCATION, D'HÉBERGEMENT, REPAS, DÉPLACEMENT, LOCATION D'ÉQUIPEMENT, CONFÉRENCIER, ETC.)

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

- A) CETTE SOUS-QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS;
- B) CETTE SOUS-QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS;
- C) CETTE SOUS-QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS;
- D) CETTE SOUS-QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS;
- E) CETTE SOUS-QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS;
- F) LES COÛTS DÉTAILLÉS : 0\$

Question **43**

VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES.  
A) NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;  
B) HEURES DE STAGES EFFECTUÉES;  
C) RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

2025-2026

STAGIAIRES	RÉMUNÉRATION
5	109 092.20 \$

Question **44**

FOURNIR LES DÉPENSES ALLOUÉES À LA CONSULTATION AVEC LES AUTOCHTONES.

A) FOURNIR LA LISTE DES PROJETS DU MINISTÈRE AYANT INCLUS UNE CONSULTATION DES REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN

Question **47**

INDIQUER LE MONTANT DES AMENDES PERÇUES EN VERTU DE L'APPLICATION DES LOIS DONT VOTRE MINISTÈRE EST RESPONSABLE DE L'APPLICATION. VENTILER PAR LOI ET ARTICLES, DEPUIS 5 ANS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NE S'APPLIQUE PAS.

Question **48**

INDIQUER LA VALEUR DES ACTIFS POSSÉDÉS; MEUBLES ET IMMEUBLES.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION (VALEUR DES IMMEUBLES) SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES OCCUPANT UN IMMEUBLE DONT CELLE-CI EST PROPRIÉTAIRE.

Question **50**

POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES RELEVANT DU PORTEFEUILLE, POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2022-2023, 2023-2024 ET 2024-2025 (À CE JOUR), VEUILLEZ INDIQUER :

A) LE NOMBRE D'EMPLOYÉ·ES RECRUTÉ·ES À L'ÉTRANGER, EN PRÉCISANT LE STATUT D'IMMIGRATION AU MOMENT DE L'EMBAUCHE (PERMIS DE TRAVAIL TEMPORAIRE, RÉSIDENCE PERMANENTE, AUTRES) ;

B) LE NOMBRE DE MISSIONS DE RECRUTEMENT EFFECTUÉES À L'ÉTRANGER, EN PRÉCISANT LES PAYS VISÉS ET LES SECTEURS D'EMPLOI CONCERNÉS ;

C) LES SOMMES DÉPENSÉES POUR LES ACTIVITÉS DE RECRUTEMENT INTERNATIONAL (MISSIONS, AGENCES, CONSULTANTS, PUBLICITÉ, RELOCALISATION, ACCOMPAGNEMENT) ;

D) LE NOMBRE DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES FIRMES EXTERNES POUR SOUTENIR LE RECRUTEMENT À L'ÉTRANGER ;

E) LES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR LESQUELLES UN RECRUTEMENT INTERNATIONAL A ÉTÉ JUGÉ NÉCESSAIRE ;

F) LE TAUX DE RÉTENTION APRÈS 12 ET 24 MOIS DES PERSONNES RECRUTÉES À L'ÉTRANGER ;

G) TOUTE DIRECTIVE OU ORIENTATION MINISTÉRIELLE ÉMISE AU COURS DE CETTE PÉRIODE CONCERNANT LA RÉDUCTION, LE MAINTIEN OU L'AUGMENTATION DU RECOURS AU RECRUTEMENT INTERNATIONAL ;

H) LES MESURES MISES EN PLACE POUR FAVORISER PRIORITAIREMENT LE RECRUTEMENT ET LA FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE LOCALE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN

Question **51**

LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES VERSÉS À CES PERSONNES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-1	G14c	N/A	G16b	Jours de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9c.
NRG-2	G14f	N/A	G16e	Jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9e.
NRG-3	G15a	N/A	G17a	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.
NRG-4	G15c	N/A	G17d	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-5	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 10.
NRG-6	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 11.
NRG-7	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 12.
NRG-8	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 29.
NRG-9	G51	N/A	N/A	Sondages	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date ; b) la nature ; c) les questions posées ; d) les réponses ; e) la firme retenue ; f) les coûts.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-10	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-11	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-12	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-13	G63	N/A	N/A	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 ou ayant cours en 2025-2026 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-14	G72	N/A	N/A	Contrats accordés à des entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2025-2026; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2025-2026.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-15	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.
NRG-16	N/A	G07	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référez aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-17	N/A	G08	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référez aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-18	N/A	G09	N/A	Proportion personnes cadres	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référez aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-19	N/A	G16	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-20	N/A	G18	N/A	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-21	N/A	G21	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 10.
NRG-22	N/A	G30	N/A	Coût de reconduction des programmes	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 30.
NRG-23	N/A	G31	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRG-24	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3.
NRG-25	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-26	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2025-2026 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-27	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2026-2027, par mission.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRG-28	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2025-2026, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-29	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des système d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NRG-30	G44a	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds vert.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-31	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-32	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-33	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.
NRG-34	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-35	G56a	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-36	G56aa	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-37	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-38	G56b	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-39	G56bb	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-40	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-41	G56c	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-42	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NRG-43	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-44	G56d	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-45	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère des l'Éducation.
NRG-46	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-47	G56e	N/A	N/A	Stratégie commune mission franco-québécoise découvrabilité contenus culturels francophones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-48	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NRG-49	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-50	G56f	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-51	G56ff	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-52	G56fff	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".
NRG-53	G56g	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
NRG-54	G56gg	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-55	G56ggg	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NRG-56	G56h	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-57	G56hh	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
NRG-58	G56hhh	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-59	G56ii	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une économie verte 2020-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-60	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-61	G56j	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-62	G56jj	N/A	N/A	Plan nature 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan nature 2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-63	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-64	G56k	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale occupation et vitalité territoires 2025-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-65	G56kk	N/A	N/A	Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-66	G56kkk	N/A	N/A	Plan pour la langue française	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.
NRG-67	G56l	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-68	G56ll	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-69	G56m	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Famille.
NRG-70	G56mm	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-71	G56nn	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Politique culturelle du Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-72	G56o	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-73	G56oo	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	Question particulière à poser au Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.
NRG-74	G56p	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-75	G56q	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-76	G56qq	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-77	G56r	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-78	G56rr	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit.
NRG-79	G56s	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-80	G56ss	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NRG-81	G56t	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-82	G56tt	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-83	G56u	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-84	G56uu	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-85	G56v	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental 2024-2029 – La fierté de vieillir	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-86	G56vv	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NRG-87	G56w	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
NRG-88	G56ww	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie maritime 2015-2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-89	G56x	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-90	G56xx	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-91	G56y	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-92	G56yy	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale de production de bois;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-93	G56z	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-94	G56zz	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-95	N/A	G05	N/A	Réclamations CNESST	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le nombre de réclamations acceptées par la CNESST pour lésion professionnelles ;</li> <li>• le nombre d'employé-es concerné-es ;</li> <li>• Le nombre total de jours d'absence indemnisés ;</li> <li>• les coûts assumés par l'employeur (remplacement, maintien du salaire, cotisations, etc.) ;</li> <li>• la ventilation des données selon : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la catégorie d'emploi (personnel de soutien, technique, professionnel, cadre, autre) ;</li> <li>- le sexe ;</li> <li>- le statut d'emploi (temps plein, temps partiel, occasionnel) ;</li> <li>- la région administrative</li> <li>- la nature des lésions reconnues (physiques, psychologiques, harcèlement, violence au travail, surcharge ou épuisement professionnel, autres)</li> </ul> </li> </ul>	Question particulière à poser à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail.
NRG-96	N/A	G11	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-97	N/A	G13	N/A	Budget analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NRG-98	N/A	G15	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-99	N/A	G22	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-100	N/A	G32	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-101	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-102	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2025-2026, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif.

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-103	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-104	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-105	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-106	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2025-2026 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.  Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-107	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-108	G69	N/A	N/A	Listes des cartes de crédits	Veillez nous fournir la liste des cartes de crédits dans le ministère et ou l'organisme en indiquant le titulaire de la carte et son titre. Pour chacune des cartes de crédits, veuillez nous fournir les relevés de carte pour l'année courante.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-109	N/A	G06	N/A	Proportion postes télétravail	Proportion de postes ayant accès au télétravail pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère, ventilée par le nombre de journées autorisées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-110	N/A	N/A	N/A	Nombre postes absents manque de places service de garde	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-111	N/A	G14	N/A	Nb. analyse différenciée selon les sexes	Fournir le nombre d'analyse différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-112	N/A	G23	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-113	N/A	G25	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-114	N/A	G28	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-115	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2025-2026 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-116	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-117	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2025-2026, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-118	G02	N/A	G02	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2025-2026 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17). Inscrire le lien Internet.
NRG-119	G03	N/A	G03	Publicité, articles promotionnels et commandites	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2025-2026, et les prévisions pour 2026-2027; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie; g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion; h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de chaque ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).  Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de chaque ministère. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.  Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.
NRG-120	G07	N/A	G10	Appels d'offres publics	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <a href="https://seao.gouv.qc.ca">https://seao.gouv.qc.ca</a> .
NRG-121	G08	N/A	G12	Consultants externes	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ; c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ; e) une description de son mandat ; f) la date de début de son contrat ; g) la date prévue de fin de son contrat ; h) sa rémunération annuelle.	Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <a href="https://seao.gouv.qc.ca">https://seao.gouv.qc.ca</a> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de chaque ministère.
NRG-122	G14i	N/A	G16h	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;	En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 <sup>o</sup> de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-123	G14o	N/A	N/A	Postes abolis par ministère	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-124	G14q	N/A	N/A	Postes vacants	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-125	G14r	N/A	N/A	Postes vacants - gel de recrutement	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-126	G15b	N/A	G17b	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-127	G23	N/A	G21	Budget discrétionnaire	Liste des sommes d'argent versées en 2025-2026, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du <i>Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels</i> (art. 4 paragraphe 26). Inscrire le lien Internet.
NRG-128	G35	N/A	G38	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2026-2027.	L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.
NRG-129	G39	N/A	N/A	Primes au rendement et bonis - Cabinet	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.	En 2025-2026, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.
NRG-130	G46	N/A	N/A	Dépenses en informatique et employés attirés aux dossiers informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital) ; b) les grands dossiers en cours ; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques ; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.	Les informations en réponse à cette question sont disponibles dans le plan des investissements et des dépenses en ressources informationnelles disponible sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor dans la rubrique "Budget de dépenses".

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-131	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de chaque ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).  Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de chaque ministère. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.  Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.
NRG-132	G54	N/A	N/A	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2025-2026; b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2025-2026 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.	L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: <a href="https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation">https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation</a> .
NRG-133	G56pp	N/A	N/A	Rapport CSDEPJ	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	Aucun coût pour l'année demandée. La Commission a conclu ses travaux avec le dépôt de son rapport final le 3 mai 2021, lequel est disponible en ligne à l'adresse suivante: <a href="https://www.csdepj.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Rapport_final_3_mai_2021/2021_CSDEPJ_Rapport_version_finale_numerique.pdf">https://www.csdepj.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Rapport_final_3_mai_2021/2021_CSDEPJ_Rapport_version_finale_numerique.pdf</a> .
NRG-134	G56III	N/A	N/A	Autre plan d'action ministériel ou interministériel	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.	L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'au Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.
NRG-135	G57	N/A	N/A	Mesures de télétravail/travail à distance	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2025-2026, au sein du ministère ou de l'organisme : a) le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) le nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025; d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.	Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail, mise à jour en janvier 2026, qui peut être consultée à l'adresse suivante: <a href="https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf">https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf</a> .
NRG-136	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-137	G66	N/A	N/A	Formations	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2025-2026. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). Inscrire le lien Internet.
NRG-138	G70	N/A	N/A	Incidents de sécurité de l'information	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.	En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont protégés au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-139	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-140	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-141	N/A	G04	N/A	Nombre de postes non pourvus gel de recrutement	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1 <sup>er</sup> novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-142	N/A	G17	N/A	Contrats conclus de gré à gré Proportion et nombre	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <a href="https://seao.gouv.qc.ca">https://seao.gouv.qc.ca</a> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Inscrivez le lien Internet.
NRG-143	N/A	G24	N/A	Contrats sous-traitance	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <a href="https://seao.gouv.qc.ca">https://seao.gouv.qc.ca</a> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Inscrivez le lien Internet.
NRG-144	N/A	G26	N/A	Services tarifés	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.	L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.
NRG-145	N/A	G33	N/A	Sommes versées dommages exemplaires	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.	L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante : <a href="https://soquij.qc.ca/a/fr">https://soquij.qc.ca/a/fr</a> .
NRG-146	N/A	G34	N/A	Incidents de cybersécurité	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le nombre d'incidents de cybersécurité signalés (tentatives d'hameçonnage, rançongiciels, intrusions, pertes ou exfiltration de données, etc.)</li> <li>• le nombre d'incidents ayant mené à une atteinte confirmée à la confidentialité, à l'intégrité ou à la disponibilité des systèmes ;</li> <li>• les coûts directs et indirects associés à ces incidents (enquête, restauration des systèmes, services professionnels, indemnisations, etc.) ;</li> <li>• les sommes investies annuellement en cybersécurité (prévention, infrastructure, formation, audits, tests d'intrusion) ;</li> <li>• le nombre d'employé-es ayant reçu une formation en cybersécurité et en protection des renseignements personnels ;</li> <li>• la proportion des systèmes ou infrastructures numériques hébergés à l'interne, auprès d'organismes publics québécois ou auprès de fournisseurs privés ;</li> <li>• l'existence d'audits indépendants ou d'évaluations de risques réalisés au cours de cette période, ainsi que leurs principales conclusions ;</li> <li>• les mesures mises en place pour assurer la souveraineté et la protection des données sensibles.</li> </ul>	En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont protégés au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-147	N/A	G35	N/A	Projets numériques	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : <ul style="list-style-type: none"> <li>le nombre total de projets numériques en cours</li> <li>le nombre de projets numériques complétés au cours de cette période</li> <li>le nombre de projets ayant subi un dépassement de coûts, en précisant le budget initial, le budget révisé et le coût final</li> <li>le nombre de projets ayant subi un retard, en précisant l'échéancier initial et l'échéancier révisé</li> <li>la valeur totale des investissements engagés pour les projets numériques en cours ;</li> <li>la liste des projets dont la valeur excède 5 M\$, en précisant pour chacun l'objet du projet, l'état d'avancement et les principaux fournisseurs impliqués ;</li> <li>le nombre de projets ayant fait l'objet d'un audit, d'un examen indépendant ou d'une révision par le Vérificateur général ou un organisme de contrôle ;</li> <li>les mécanismes de gestion des risques mis en place pour prévenir les dépassements de coûts et les défaillances technologiques ;</li> <li>le nombre d'incidents de cybersécurité ayant affecté des projets numériques en développement ou récemment déployés ;</li> <li>les mesures prises pour assurer la protection des données et la résilience des systèmes dans le cadre de ces projets.</li> </ul>	L'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <a href="https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca">https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca</a> . Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles (décret 1159-2022 et arrêté ministériel 2022-03 du 23 juin du ministre de la Cybersécurité et du Numérique)
NRG-148	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-149	N/A	N/A	G08	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2025-2026 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande;	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <a href="https://seao.gouv.qc.ca">https://seao.gouv.qc.ca</a> .
NRG-150	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-151	N/A	N/A	G33	Demandes d'accès à l'information	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2025-2026 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.
NRG-152	N/A	N/A	G44	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Pour 2025-2026, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.